EDITION SPECIALE

HEBDOMADAIRE

le journal

15 DH-2 euros - n°219

Du 30 juillet au 3 septembre 2005

www.lejournal-hebdo.com

1905-2005 UN SIECLE MAROCAIN

4

Dépôt légal 2001/0012 - ISNN 1114-3576

Directeur de la publication : Aboubakr Jamai

Procès des mutins de Skhirat.

AFP

••• champ politique n'autorise point d'occulter la centralité des événements qu'il suscite.

Rappelons qu'il ne s'agissait pas d'une simple question «de passage d'une classe à une autre» mais d'une réforme, par voie réglementaire, du système d'enseignement. Le ministre de l'époque (Belabbas) proposait deux régimes d'enseignement, l'un court fermant l'accès au Lycée aux jeunes de 17 ans et plus, l'autre dit long aux plus jeunes, leur ouvrant la voie du lycée et de l'université. Cette «réforme» était jugée discriminatoire pour les familles modestes dont l'un des chemins possibles de la mobilité sociale, était justement l'instruction et la scolarisation des enfants. Cette perspective était d'ailleurs un des sujets, récurrents dans les différents lieux de socialisation de la mouvance nationaliste. Aussi, quand la circulaire du ministre instituait «l'enseignement court», le préjudice ne touchait pas seulement les élèves mais aussi leurs familles. La riposte, quoi que circonscrite dans le temps et récupérée par les différents acteurs du champ politique, fut un moment social pas ordinaire, une fracture dans l'imbrication organique entre champ social et champ politique, une irruption de la jeunesse comme force tendant à l'autonomie, alors qu'on lui assignait un rôle d'appoint, de pare-chocs dans les conflits larvés entre le tandem Palais-Mouvement national selon la terminologie de l'époque.

Cette irruption s'effectuait dans une atmosphère de «confusion générale» où un jeu d'ombres et de lumières camouflait un procès de mutations profondes. Depuis l'indépendance du pays en 1956 s'affrontaient deux visions quant à la construction de l'Etat national. L'une prônée par le roi, surtout après l'avènement de Hassan II, l'autre par la mouvance nationaliste. Celle-ci se radicalisait au fur et à mesure de sa marginalisation politique. Chaque vision avait un système de valeurs. Celui du roi mettait en avant la glorification de l'identité nationale, l'originalité historique, la continuité de l'Etat, l'islam comme fondement de l'Etat et de la société, le pluralisme, syndical et partisan, la liberté économique d'entreprendre, et la suprématie et la sacralisation de l'institution royale.

Le système de valeurs des nationalistes mettait par contre l'accent sur la sacralité du peuple et de la nation, la glorification des martyrs de la patrie, le dénigrement des traîtres et des collabos, l'éloge de l'économie planifiée, la démocratisation des relations sociales, la constitutionilisation du système politique, notamment par le biais d'une Assemblée constituante.

Cette structure bicéphale du champ politique était comme «figée» durant la première partie de cette décennie. Juridiquement, le pays vivait dans un état d'exception décrété par le roi après la dissolution du parlement et l'enlèvement de Mehdi Ben Barka (oct. 1965). Mais paradoxalement, la fermeture du champ politique ne touchait pas encore le foisonnement qui arrimait le champ culturel. Aussi, les générations de cette époque vécurent jusqu'en 1972 un brassage culturel spécifique et instructif. La télévision marocaine, qui était à ses débuts, palliait ses carences technologiques et financières par une densité de la production locale et un élargissement de la plage du direct. Sous l'impulsion du directeur des programmes de l'époque, Khaled Machbal, une grande place a été réservée à la création artistique et aux émissions culturelles et éducatives. La télévision marocaine de l'époque était un espace où des potentialités nationales reflétaient leurs représentations de la société. Les émissions «Kadaya an-nass» (problèmes de gens), «Wajhan li wajh» (face à face), «Dinoun wa dounya» (Religion et vie) brillaient par leur animation plurale et par la pertinence des sujets soulevés. Dans "face à face" Khaled Machbal se risquait un jour à interroger deux grandes figures de l'islam de l'époque, l'égyptien Cheikh Abdelbar et Moulay Moustafa El Alaoui, sur leurs intimités amoureuses et leur vision de la beauté. Mais l'époque n'était pas à un paradoxe près. La brouille de Hassan II avec le général De Gaulle était compensée par l'amitié du roi avec la troïka soviétique. Le théâtre Mohammed V de Rabat vibrait aussi bien pour la diva arabe Oum Kelthoum ou la troupe du Bolchoi dansant le «Lac des signes» de Tchaïkovski...

Le champ politique allait s'animer à partir de 1969 et dissiper l'atmosphère de confusion qui provenait en fait des différents débordements des stratégies qui s'affrontaient dans le champ politique. Celle de la mouvance nationale qui voulait équilibrer le rapport des forces par jeunesses interposées, s'est vue débordée par un mouvement social qui secrétait ses structures de commandement.

La télévision de l'époque était un espace où des potentialités

Celle du Palais qui manœuvrait pour une légitimation de l'ordre établi par une association contrôlée de la mouvance nationaliste au pouvoir, se trouvait elle aussi débordée par les franges de l'armée qu'il tentera d'organiser une première fois après le premier putsch, mais le second lui montra que la

PROFIL

Oufkir, le félon de Sa Majesté

AFP

1920
Naissance d'Oufkir à Tafilalet.

1965
Le général tire sur les émeutiers à Casablanca. Il est accusé d'être derrière l'enlèvement de Mehdi Ben Barka.

1972
Mort (liquidation ou suicide selon les versions) d'Oufkir.

Le destin de cet officier de l'armée française devenu général puis ministre de la Défense est aussi impressionnant que tragique. Bras droit de Hassan II dès son intronisation en 1961, il voit sa carrière (et sa vie) s'achever quand il croit pouvoir éliminer la monarchie alaouite et devenir le seul maître du pays. Il s'essaie à ce jeu à deux reprises : en 1971 et en 1972. La dernière tentative lui est fatale. En représailles, sa famille subit la colère du roi quatre mois après la tentative de coup d'Etat aérien. L'épouse du général et ses enfants passeront 19 ans dans un lieu de détention secret, dans des conditions inhumaines. Oufkir se forge une réputation de combattant sanguinaire aux côtés des Alliés en Italie puis en Indochine. Après l'indépendance, il devient aide de camp de Mohammed V et sa carrière prend une autre allure sous Hassan II qui le nomme ministre de la Défense. Le général aux lunettes noires se montre particulièrement impitoyable lors des révoltes populaires de mars 1965 à Casablanca en tirant personnellement sur la foule. Quelques mois plus tard, il se fait connaître de l'opinion publique internationale à travers l'affaire Ben Barka et devient ministre de l'Intérieur en 1966. L'état d'exception décrété la même année offre au tortionnaire l'occasion de sévir dans les rangs de l'opposition avec une série noire de rapts, de meurtres et de détentions arbitraires. En août 1972, les médias officiels annoncent la mort de ce grand fêtard amateur de parties de poker, par «suicide de trahison». La rumeur parle d'un Oufkir criblé de balles et exécuté par Sa Majesté en personne.■

••• simple exécution des mutins est nettement insuffisante. Il entamera alors une opération d'envergure qu'il conjugua avec la réduction des autres débordements et le rétablissement de la domination sur l'Etat. Ainsi la répression de février 1972, bien qu'elle était importante pour l'organisation «23 Mars» ne fut qu'une action préventive. Elle prit la forme d'un avertissement «pédagogique» pour la mouvance nationale. Certes l'attention générale se portait sur le terrain où se jouait le jeu politique c'est-à-dire les négociations entre le Palais et la Koutla watania (front national) le représentant politique légal de la mouvance nationaliste. Ces négociations (huit rencontres en tout) ont commencé au lendemain de la première tentative de coup d'Etat. Elle visaient une révision «concertée» de la constitution de 1972 et une éventuelle participation la Koutla au gouvernement. Sur ce plan de la Koutla annonce le 27 février 1972 l'échec des négociations et la non participation au référendum constitutionnel prévu pour le premier mars. Mais sur le plan de l'action réelle, la mouvance nationaliste n'arrivait pas à convertir les débordements de sa gauche radicaliste et hésitait à accepter un compromis en état de faiblesse, tandis que le Palais montrait, en dépit et à cause du putch, que son potentiel de cœrcition était toujours opérant. Durant le dernier semestre de l'année 1972, les luttes entre agents du champ politique allaient connaître un aiguisement et une accélération.

Dans le sous-champ de la mouvance nationaliste, la scission de l'UNFP le 30 juillet 1972 sur l'initiative de l'aile de Rabat, n'est intelligible que comme tentative de récupération de la grogne radicaliste en faisant endosser à l'aile de Casablanca la resonsabilité de l'attentisme et de l'hésitation. Tentative qui n'empêcha nullement la perte de contrôle du grand syndicat étudiant (UNEM) dont le 15ème congrès (12-18 août 1972) consacra la suprématie des courants marxistes-léninistes. Quant au sous-champ du Palais, la tentative manquée du coup de force du 16 août 1972, orchestrée par le général Oufkir, apparaissait comme une riposte de l'armée à l'action de restructuration totale à laquelle elle était soumise depuis le coup d'Etat de Skhirat. Y'avait-il liaison entre la scission du 30 juillet et le coup d'Etat du 16 août en vue d'un remaniement des positionnements au sein du champ politique ? Hasard ou arrangement ? On ne saurait le dire avec certitude, mais certains témoignages et certains documents autorisent à le penser. Mais ce qui est certain concerne la coïncidence de la tenue du 15ème congrès de l'UNEM avec le coup de force du 16 août. Les congressistes qui débattaient des différentes motions, et qui entendaient le bombardement du Palais, intégrèrent cette donnée dans leurs analyses et orientèrent l'action du syndicat vers plus de radicalisme. C'est dans cette distribution des agents dans le champ des luttes et la paralysie complète d'Al Koutla du fait de la scission, que le Palais inaugura une répression systématique de tout ce qui était de nature à perturber le rétablissement de la structure du champ politique telle qu'elle était avant les tentatives de destabilisation de l'Etat. Cette répression fut fatale au mouvement marxiste-léniniste. Elle provoqua l'extinction du mouvement social de la jeunesse scolarisée, la désarticulation de la structure semi clandestine du syndicat lycéen, l'interdiction le 24 janvier 1973 du grand syndicat étudiant, et le gel des tentatives d'unification entre «23 Mars» et «Ilal-Amam».

La répression qui suivit les événements du 3 Mars 1973, œuvre de quelques commandos armés dans le Sud et l'Oriental marocain, institua la monarchie comme le seul agent hégémonique du champ politique et préparera, par sa fonction de restructurateur du champ, la configuration de la nouvelle période (à partir de 1975) dite d'ouverture où il sera beaucoup question de consensus national, de paix sociale, sur fond d'une manne financière venant de l'envolée des prix des phosphates.■

nationales reflétaient leur représentation de la société.

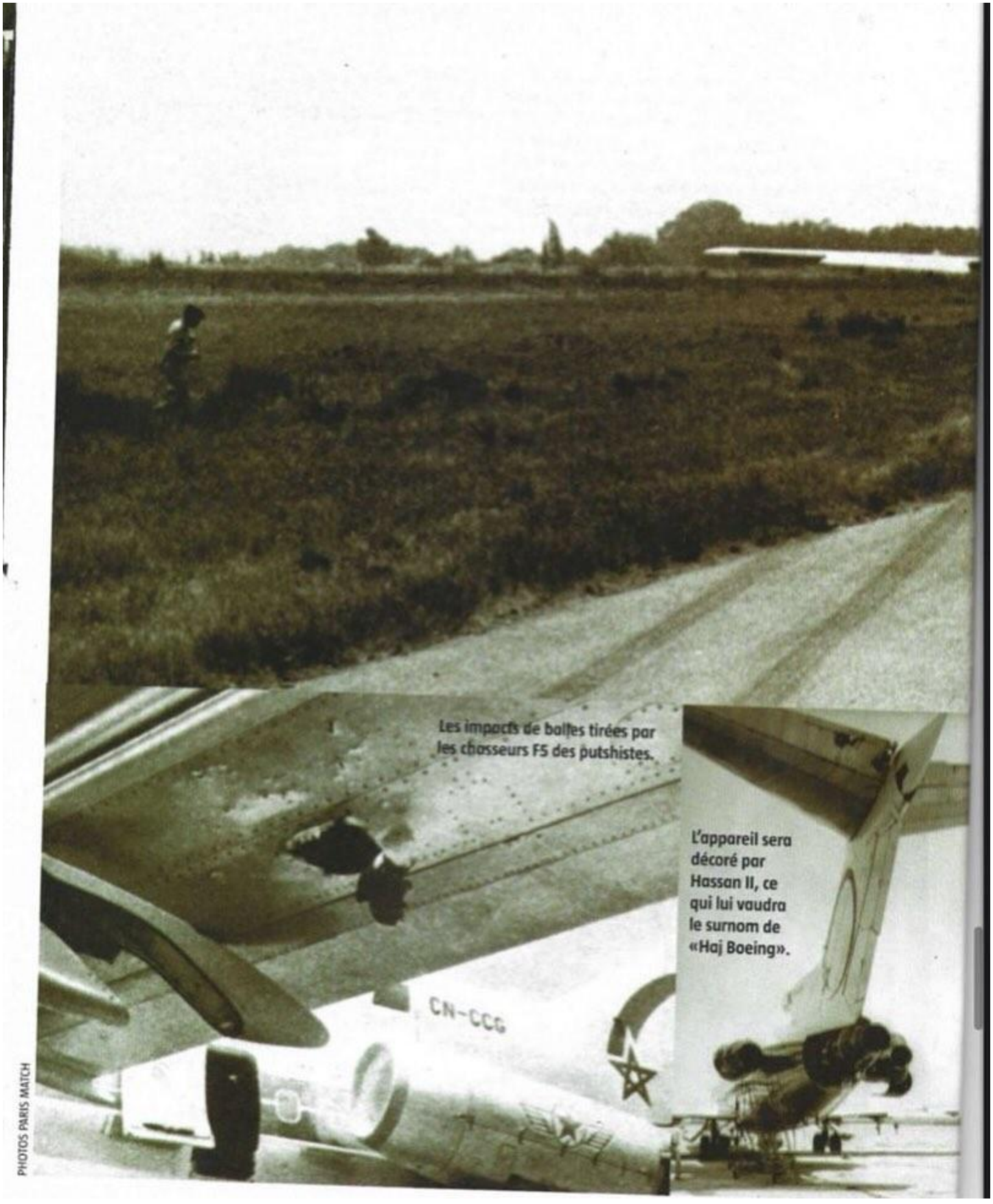
Repère

1965

Ben Barka, un mythe toujours vivant

Adulé par la jeunesse marocaine, Mehdi Ben Barka reste, de nos jours un symbole de la lutte contre le Makhzen. Il débute en politique contre l'occupant français dans les années 40. Sa signature du Manifeste de l'Indépendance lui vaut un séjour en prison de 13 mois dès 1944. En 1951, il est de nouveau détenu, assigné à résidence surveillée puis transféré avec d'autres cadres de l'Istiqlal dans un pénitencier du Sud où il reste plus de deux ans. Il joue un rôle déterminant aux côtés d'Abderrahim Bouabid dans les négociations pour l'indépendance à Aix-les-Bains. Après 1956, Ben Barka milite pour une démocratisation de la monarchie. Dans ses discours, l'homme, en progressiste, plaide pour un Maroc moderne et pour une société développée. Ses propos lui valent l'hostilité du Palais et spécialement celle de Hassan II. Il est condamné à mort par contumace (il était à l'étranger), pour «complot» contre le roi et pour ses prises de position contre la «guerre des sables» entre le Maroc et l'Algérie en octobre 1963. Il n'hésite pas à qualifier l'affrontement, d'«agression traîtresse contre la révolution algérienne».

Le 29 octobre 1965, Ben Barka, qui s'est trouvé en exil une autre cause, celle de l'unité des peuples du Tiers-Monde, est victime d'un rapt en plein centre de Paris, devant la Brasserie Lipp, boulevard Saint-Germain, par deux policiers français. Quarante ans plus tard, les détails de son élimination ne sont toujours pas élucidés. Le puzzle de l'enlèvement du principal opposant au régime que Hassan II avait qualifié d'«affaire franco-française» reste encore entier.■



Les impacts de balles tirées par les chasseurs F5 des putschistes.

L'appareil sera décoré par Hassan II, ce qui lui vaudra le surnom de «Haj Boeing».

PHOTOS PARIS MATCH

Le Boeing royal lors de son atterrissage forcé, à l'aéroport de Rabat-Salé en août 1972.

COUPS D'ETAT

La baraka du Roi

Au début des années 70, Hassan II est complètement isolé. Du peuple comme des partis politiques. Il n'a pour appui qu'une armée. Pourtant, c'est cette même armée qui sera à l'origine du coup d'Etat de Skhirat, le 9 juillet. Le monarque fête en ce jour son 42ème anniversaire dans son palais, en présence d'illustres invités et d'artistes de marque à l'image du rossignol égyptien Abdelhalim Hafed. Les jeunes putschistes, des cadets de l'école militaire d'Ahermoumou à Taza, s'invitent avec fracas aux festivités, tirant à bout portant sans discernement. Un carnage sans nom. On dénombre plus de cent morts et des centaines de blessés. Abdelhalim, ami personnel du roi, est désigné par les putschistes pour émettre leur premier communiqué sur les ondes. Aux mutins qui le pressent, il a cette réplique, devenue culte : «Mais, n'existe-t-il aucun Marocain qui croit en votre coup d'Etat pour qu'un Egyptien se charge de diffuser votre communiqué ?». Ce sera le compositeur marocain Abdessalam Amer qui, contre son gré, fera le sale boulot, au siège de la RTM. Contre toute attente, le putsch échoue. L'un de ses principaux instigateurs, le général Medbouh, tombe sous les balles du sous-officier Akka obéissant aux ordres du colonel Ababou. Les survivants seront condamnés à des peines allant de 2 à 5 ans, Oufkir intercédant, dit-on, en leur faveur.

LA TRAHISON D'OUFKIR

Hassan II n'en a pourtant pas fini avec les «traîtres». Le 16 août 1972, lors de son retour de France, l'avion transportant le roi et sa suite est la cible des avions militaires, des chasseurs Northrop-F5 américains avec à leur commande les meilleurs pilotes marocains. Ils ont reçu l'ordre de leur chef, l'homme de confiance de Hassan II, Oufkir, de faire tomber le Boeing royal. Destabilisé, l'avion perd de l'altitude. Le pilote, Mohamed Kabbaj, parvient tant bien que mal à atterrir à l'aéroport de Rabat-Salé. Encore une fois, le Roi s'en est tiré. Miraculeusement. Oufkir, lui, meurt «suicidé» de plusieurs balles. Les aviateurs sont traduits en justice. Neuf sont condamnés à mort et exécutés. D'autres (une soixantaine d'officiers) sont enterrés vivants dans un bagne construit spécialement pour eux en 1972, à Tazmamart. Moins de la moitié d'entre eux sortiront vivants de l'enfer, vingt ans plus tard. Après ces deux coups d'Etat, le roi décide alors de supprimer le poste de ministre de la Défense et charge Hausni Benslimane de moderniser la gendarmerie dans le but de mieux contrôler l'armée. ■

Abraham Serfaty lors de son procès en 1977.

ROGER VIOLLET

L'extrême gauche en vase clos

L'histoire de l'extrême gauche marocaine est très complexe. Et pour cause : les organisations sont particulièrement fragmentées. Leur histoire se confond avec la difficulté à s'unifier - clandestinité oblige - à définir un programme commun et une ligne d'action. Le seul point commun à toutes est la répression féroce qui les a frappées. A l'origine de ces mouvements, le mécontentement face à l'attitude des partis politiques, notamment l'UNFP, mais aussi le PLS et le PCM, a amené une partie des militants à prendre leurs distances. Des noyaux locaux existent déjà depuis 1966 à Marrakech et Casablanca.

Dès 1968, le processus d'unification s'accélère, à l'occasion du 13ème Congrès de l'UNEM. Le 23 mars 1970 est fondé le mouvement du même nom. En août 1970, apparaît «Ilal Amam», issu du PCM. De 1970 à 1974, elles mènent une offensive idéologique pour mobiliser la jeunesse. Il ne s'agit plus de transformer les partis traditionnels de l'intérieur. Malgré la volonté de créer un parti révolutionnaire, aucune des trois tentatives d'unification au cours de cette période n'a abouti. D'autant que la répression débute en 1972, pour s'intensifier dans les années suivantes.

C'est à travers la presse, officielle et clandestine, que «23 Mars» et «Ilal Amam» connaissent leurs plus importantes réalisations. «Anfâs», doublet arabophone de «Souffles», est une tribune mixte pour les deux organisations dès mai 1971. De même, dès 1974, «Al-Thaqafa al-jadida», sans oublier toutes les publications clandestines, dont «Al-Mounadil», journal du Syndicat National des Lycéens (SLN), «Ila l-Amam», «23 Mars», et «Al-Tariq al-wahid», publiés à l'étranger. Les syndicats jouent également un rôle très important dans le mouvement, qui est né à l'UNEM. De même le SLN, dès avril 1972, dispose d'un grand prestige : le lycéen est vu comme «l'intellectuel organique» de la révolution marocaine. L'UMT est également approchée, par le biais de la Fédération nationale de l'Enseignement.

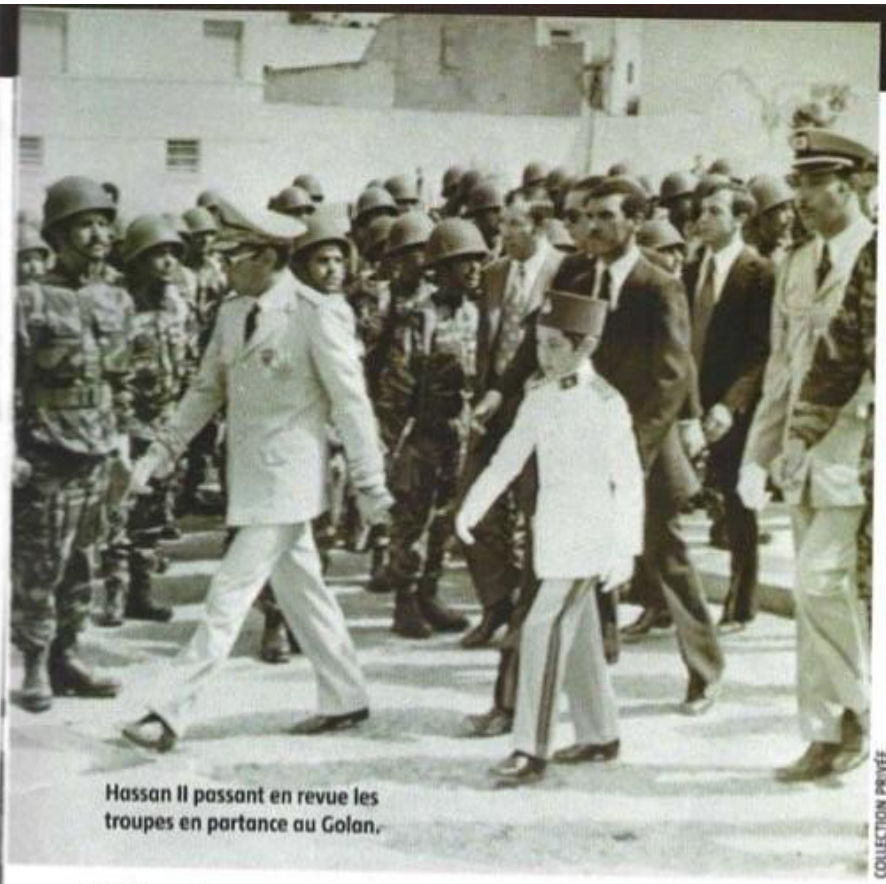
Désunie sur le plan pratique et idéologique, l'extrême gauche marocaine est un mouvement politique révolutionnaire de la jeunesse, et pas un mouvement prolétarien. C'est le fait d'une frange ultra-minoritaire de la jeunesse, qui a accès aux études, et qui reste totalement isolée des masses populaires. Son apport a été plus riche au niveau des débats doctrinaux qu'à celui l'action politique. ■

Geôle, asile et résidence surveillée, Yassine en a vu de toutes les couleurs.

AFP

PROFIL Yassine, l'islam ou le déluge

Septembre 1974. La répression des opposants au régime est à son paroxysme. Abdeslam Yassine choisit ce moment pour adresser à Hassan II une lettre de cent pages, «Al Islam aw toufane» (l'Islam ou le déluge). Dans cette lettre, le cheikh s'adresse directement au chef de l'Etat pour dénoncer les torts du makhzen et ses dérives dans un style variant du conseil à la sommation. Acte courageux ou suicidaire ? Ce qui est sûr, c'est que cette initiative prend le pouvoir à contre-pied. Après l'avoir «cuisiné» à Derb Moulay Cherif, on décide d'interner le guide spirituel d'Al Adl Wal Ihsane dans un hôpital psychiatrique pour trois ans, sans jamais lui avoir accordé de procès. En 1979, Yassine est libéré, mais il lui est interdit de dispenser des cours à la mosquée à Marrakech. De nouveau arrêté en 1983, il est condamné à deux ans de prison et est placé en résidence surveillée à partir de 1988. En février 2000, Yassine récidive en adressant au nouveau roi «Le mémorandum à qui de droit». Il dresse un bilan négatif du Maroc de Mohammed VI tout en chiffrant la fortune de Hassan II à «40 ou 50 milliards de dollars, sans compter l'immobilier et les autres avoirs». Histoire de montrer à ses nombreux sympathisants que le Cheikh n'a pas changé.■



Hassan II passant en revue les troupes en partance au Golan.

COLLECTION PRIVÉE

L'hémorragie juive

Après la guerre des Six Jours en juin 1967, le Maroc n'est plus la terre où communautés juive et musulmane ont vécu une entente pluriséculaire. Du reste, il ne l'est plus depuis quelques années. Il est loin le temps où, pendant la Seconde guerre mondiale, le sultan Mohammed V déclarait qu'il n'y avait pas de Juifs au Maroc, qu'il n'y avait que des Marocains. Depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, les mesures anti-juives ainsi que des émeutes ont poussé les Juifs à émigrer en masse, démantelant ainsi la communauté de 265.000 personnes. Entre 1955 et 1957, 70.000 Marocains juifs s'installent en Israël, et 30.000 partent en France, au Canada et aux Etats-Unis.

Le mouvement a été brièvement freiné par l'interdiction, en 1956, d'émigrer en Israël. A la levée de l'interdiction en 1963, 100.000 personnes partent...

Pourtant la communauté juive n'a jamais fait l'objet, au Maroc, de persécutions émanant du pouvoir. Le roi Hassan II distingue entre «juifs» et «sionistes», une position rare à cette époque marquée par les guerres israélo-arabes. Il prône même le retour des Juifs au Maroc, et n'aurait pas été hostile à l'entrée d'Israël dans la Ligue Arabe.

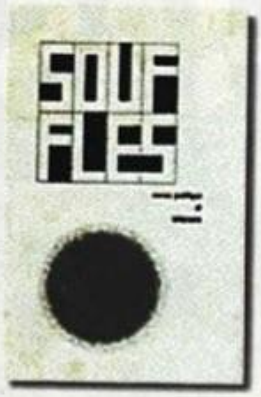
Mais si les juifs sont partis, c'est essentiellement pour des raisons économiques : l'introduction du travail industriel a paupérisé beaucoup de petits artisans, qui n'ont plus d'espoir. Pour Simon Lévy, le départ pour une raison politique ne concerne qu'une minorité.

Il ne faut toutefois pas minimiser la pression sociale. La vague de nationalisme post-indépendance a cassé l'entente séculaire. Le parti de l'Istiqlal a d'ailleurs joué un rôle non négligeable, avec ses slogans du style : «Donnez un dirham pour tuer un juif». Ce qui fournit des arguments aux organisations sionistes semant la panique dans les quartiers juifs. Résultat : dès 1961, on enregistre 12.000 départs par an en moyenne, avec l'accord tacite des autorités marocaines.

En juin 1967, malgré le racisme dont les Juifs marocains sont victimes en Israël, des provocations sionistes ont encore une fois suscité des départs. En 1976, les Juifs ne sont plus que 17.000 au Maroc.■

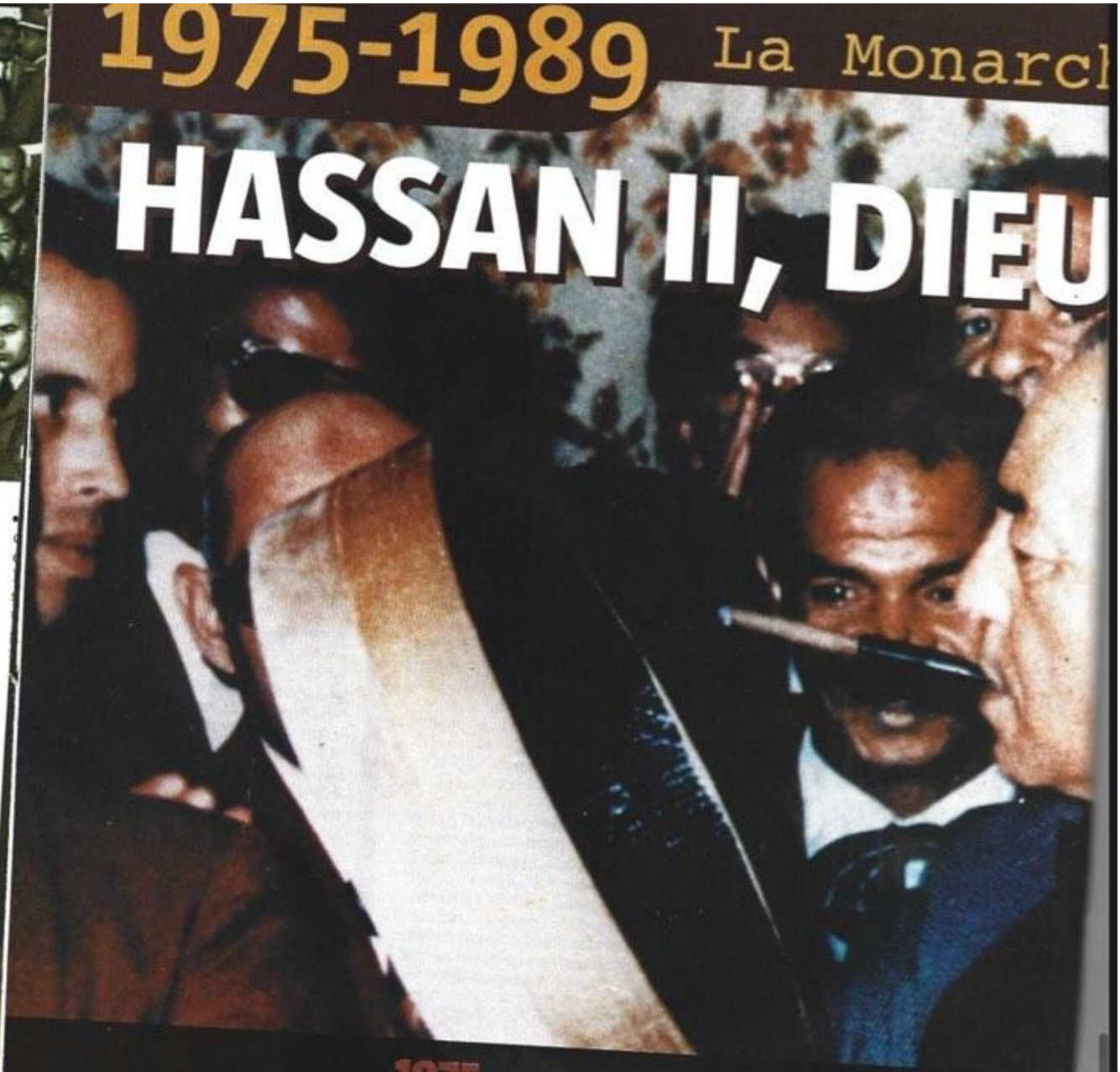
REVUE

«SOUFFLES»



En 1966 apparaît «Souffles», la première revue marocaine consacrée à la littérature. Elle est fondée par une équipe de jeunes poètes, essentiellement francophones, dont Abdellatif Laabi et Mostafa Nissaboury. Très vite, elle devient la tribune d'écrivains aux recherches avant-gardistes : Mohammed Khair-Eddine, Mohammed Berrada, Tahar Benjelloun... Le rapprochement de l'équipe avec l'école de Beaux-Arts de Casablanca, animée par Mohammed Melehi, Mohammed Chebaa et Farid Belkahia, étend la réflexion de la revue à l'ensemble de la culture marocaine. Le but : décoloniser cette culture, et en faire le symbole d'une identité moderne et révolutionnaire. Car pour «Souffles», la culture n'est pas réservée à une élite d'«intellectuels buveurs de bière». Elle doit être populaire et démocratique accessible à tous. C'est le grand défi de cette tribune élitiste. La revue prend donc position politiquement. Elle en vient à considérer que se limiter à la littérature est un «luxe», et s'ouvre à des disciplines telles que la sociologie et l'histoire, et surtout l'analyse politique. Elle se rapproche du mouvement d'extrême gauche Ila al-Amam, d'Abraham Serfaty et de ses militants, et lance son doublet en arabe, Anfâs. Son discours marxiste-léniniste lui vaut d'être interdite en 1972. Une équipe à Paris tentera de poursuivre, brièvement, la publication. La ferveur de son ton, la richesse et le niveau des diverses contributions ont fait de «Souffles» une des revues les plus marquantes de son époque. A relire.■

HASSAN II, DIEU



Le général Dlimi.

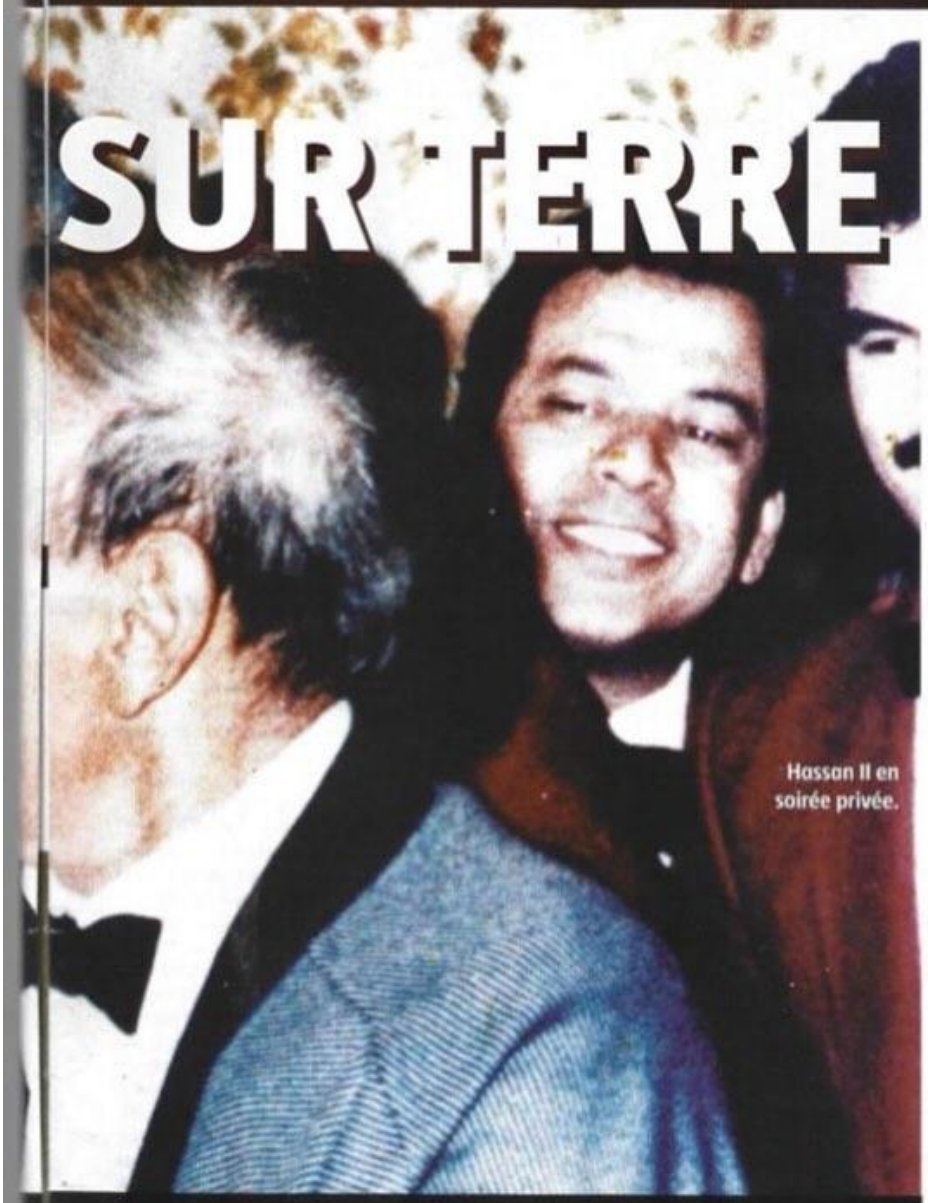
1975
Conquêtes au Sahara

Le roi Hassan II s'adresse aux siens et décide d'organiser la Marche verte. 350.000 personnes vont marcher pour récupérer les provinces du Sud aux mains des espagnols. Non seulement cette décision précipitait les événements, avant que l'Assemblée générale des Nations Unies ait eu le temps d'examiner les recommandations de la Cour Internationale de Justice ou de la Mission de l'ONU, mais elle exerce une pression déterminante sur l'Espagne.■

1976
Enfin les communales

Après le boycott de celles de 1969, les élections communales ont finalement lieu. Le pouvoir établit des consultations avec les partis de l'opposition. On croit que c'est le début d'une ère nouvelle et que la tenue de ces élections va donner une légitimité démocratique aux partis. Les résultats des urnes sont outrageusement falsifiés. ■

SUR TERRE



Hassan II en soirée privée.

La décennie commence en fanfare, réunissant le peuple autour de son monarque au nom de l'unité nationale. La suite, faite de déceptions et de révoltes, sera moins glorieuse.

PAR YASSINE ZIZI &SARAH JAMAÏ

L'année 1975 est indéniablement marquée par la Marche verte. 350.000 Marocains marchent sur le Sahara, seulement armés du Coran et du drapeau national. Le peuple est subjugué. En 1975, les deux tentatives de coups d'Etat (1971-1972) sont encore dans les esprits et l'opposition est forte. Avec la marche verte, Hassan II reprend la situation en main et réunit toutes les forces politiques du pays autour de lui.

1975 est aussi marquée par la tenue du Congrès extraordinaire de l'USFP. Un tournant historique pour la gauche qui va passer d'une ligne révolutionnaire à une approche sociale-démocrate. C'est aussi en cette année, le 18 décembre, qu'Omar Benjelloun, grand stratège de l'USFP, est assassiné devant chez lui. Quelques jours plus tard, naît la Chabiba Ittihadia.

En 1976, les élections communales ont lieu. Ce sont les premières après le boycott de celles de 1969 et les partis voient dans ces consultations un pas en avant pour le début d'une démocratie locale au Maroc. Mais ce ne sera que de la poudre aux yeux. Craignant de perdre le contrôle devant des partis forts de l'opposition, le Pouvoir met en place des SAP, des candidats sans appartenance politique, les forme et leur donne les moyens •••

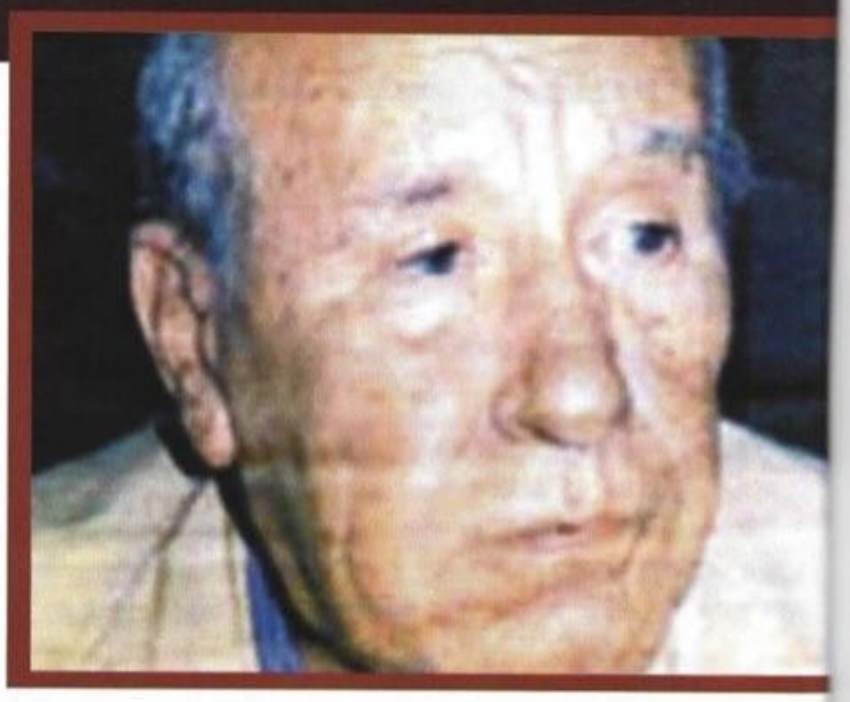
COLLECTION PRIVÉE

1981
Emeutes de la faim

Le gouvernement décide d'augmenter le prix des produits alimentaires de base. La CDT appelle à une grève générale. Des affrontements ont lieu à Casablanca et très vite, c'est un bain de sang. Les locaux de la CDT et de l'USFP sont assiégés. L'armée intervient dans la rue et tire à balles réelles. Soixante-six morts, tel sera le chiffre avancé par les officiels. ■

1988
La grande mosquée

Le citoyen marocain est «gentiment» prié de collaborer à la construction de la grande mosquée Hassan II. Driss Basri fait des miracles. La preuve, tout le monde se précipite pour donner. Le ministre de l'Intérieur réussit même la prouesse de faire passer Settat, sa ville, pour la première donatrice du pays.■



••• pour se présenter aux élections. La bataille commence entre le dispositif étatique d'un côté et l'USFP essentiellement de l'autre. Discours, moyens financiers, télé et radio contre presse écrite partisane. A gauche, la campagne est assurée par les jeunes de la Chabiba qui subissent une répression bien calculée sous prétexte de grèves dans les lycées. Pour la démocratie, ces élections communales sont catastrophiques. L'USFP remporte plusieurs grandes villes, mais la machine du Pouvoir les reprend aussitôt. Rabat fait partie des quelques villes qui y ont échappé.

Nous sommes en 1977, un an après les communales. C'est au tour des législatives. La gauche, n'ayant toujours pas oublié le mauvais tour que le Pouvoir lui a joué, demande des garanties. Hassan II les leur donne : Il nomme les chefs de partis ministres sans portefeuille afin qu'ils puissent contribuer à superviser le déroulement des élections. Le résultat des urnes se résume en un seul mot : mascarade. Selon les observateurs, la couleur jaune, à l'époque celle de l'USFP, décroche environ 80 sièges. Au final, ils ne seront que 15 à siéger au Parlement. Une conférence de presse est organisée, l'USFP présente des preuves de falsification des résultats et Abderrahim Bouabid annonce sa démission du poste de ministre d'Etat. 1978 voit la naissance du RNI (Rassemblement National des Indépendants) d'Ahmed Osman, Premier ministre à l'époque, et de la CDT. Hassan II appelle à la paix sociale et décide d'un budget pour une «phase de réflexion». La guerre dans le Sud coûte cher et la présence du Makhzen économique accroit l'hémorragie. En 1979, l'interdiction de l'UNEM (janvier 1973) est levée et l'Union Nationale des Etudiants Marocains tient son XVIème Congrès. Cette année voit la récupération de Oued Eddahab par le Maroc et la création de l'AMDH (Association Marocaine des Droits de l'Homme). Le 30 mars, la CDT organise sa première grève nationale en solidarité avec le peuple palestinien qui célèbre la Journée de la Terre. Dans les commissariats d'Agadir, le jeune Mohamed Grina est torturé. Il n'en sortira pas vivant. En 1980, a lieu le référendum sur l'âge de la majorité du roi, ramené à 16 ans au lieu de 18. En 1981, le gouvernement décide d'augmenter le prix des denrées alimentaires de base. La CDT appelle à une grève générale. Les forces de l'ordre interviennent et Casablanca s'enflamme. Les locaux de la CDT et de l'USFP sont assiégés, les responsables des deux organisations arrêtés et «Al Mouharir» ainsi que «Libération», les deux organes de presse de l'USFP, sont interdits. La même année, à Nairobi, le roi accepte l'organisation d'un référendum au Sahara. L'USFP s'y oppose et sa direction est arrêtée. L'année suivante, Abderrahim Bouabid est libéré.

Omar Bendjelloun, leader charismatique de la gauche, assassiné dans des conditions encore troubles en 1975.

DR

La première partie du mur de défense se construit au Sahara... Alors que l'USFP n'a toujours pas pansé ses plaies de 1981, c'est un raz-de-marée mauve (la nouvelle couleur des socialistes) qui s'abat sur les urnes lors des élections communales de 1983. Là encore, on assiste aux mêmes falsifications qu'en 1976. Un nouveau parti est créé par Maâti Bouabid, l'UC (Union Constitutionnelle). La troisième version du FDIC, un nouveau parti du roi voit le jour. La même année, survient le décès de Moulay Abdellah, frère de Hassan II. Loin de la politique, le prince était aimé et son décès va, sentimentalement, ressouder tout le monde au Palais.

En 1984, Marrakech, Fès, AL-Hoceima et Tétouan, entre autres, se soulèvent. Hassan II accuse les khomeynistes et les membres d'Ila Al Amam. D'anciens membres de l'organisation sont arrêtés

PROFIL

Abderrahim Bouabid, l'homme aux mille facettes

Adulé par les Usefpéistes, critiqué par une large frange marxiste, ami fidèle du makhzen pour certains, ennemi du pouvoir, voire putschiste pour d'autres, Abderrahim Bouabid reste un homme énigmatique, aujourd'hui encore.

Leader de divers mouvements estudiantins, ce fils d'artisans slaouis né en 1922 s'intéresse dès son plus jeune âge à la politique. Il adhère très tôt au parti de l'Istiqlal. Il est d'ailleurs l'un des plus jeunes signataires du manifeste de l'indépendance établi le 11 janvier 1944. Avocat de formation après des études de droit en France, il prend part aux plus grands procès politiques dans notre pays soit comme témoin, soit comme défenseur. Il fut même emprisonné à plusieurs reprises pour ses positions politiques, «limogé» en 1952 et placé en résidence surveillée en 1982. Cependant, cela n'a pas empêché Abderrahim Bouabid de favoriser le chemin du dialogue avec le pouvoir en place, surtout au lendemain des coups d'Etat de 1971 et 1972.

En 1959, il participe à la scission de l'Istiqlal et à la création de l'UNFP dont il devient bientôt le premier secrétaire. Cependant, le nouveau parti éclate à son tour en juillet 1974 en deux tendances dont découle bientôt l'USFP.

Il en est, une fois encore, le premier secrétaire général, une fonction qu'il occupe jusqu'à sa mort en 1992. C'est ainsi que Abderrahim Bouabid a accumulé plus d'un demi-siècle d'engagement politique. Tantôt ministre, tantôt ambassadeur mais toujours «progressiste par conviction».

À la question d'un journaliste de l'hebdomadaire «Jeune Afrique» sur ses convictions monarchistes, Abderrahim Bouabid répond : «Je suis monarchiste dans la mesure où une monarchie existe au Maroc. En luttant avec tout le peuple marocain pour sa restauration, nous voulions qu'elle devienne une monarchie démocratique. Il y a des républiques dictatoriales, fascistes. L'essentiel, c'est le contenu des institutions». ■

DR

1922
Naissance de Abderrahim Bouabid à Salé.

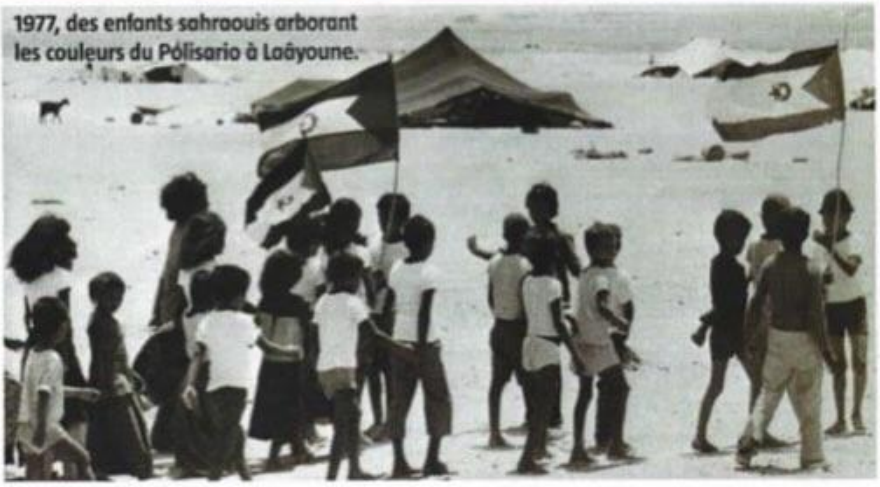
1952
Il fut emprisonné à plusieurs reprises pour ses positions politiques.

1959
Il participe à la scission de l'Istiqlal et à la création de l'UNFP.

1992
Il meurt prématurément et laisse derrière lui parti désemparé.

bien qu'ils aient cessé toute activité politique depuis de nombreuses années. A la même période, le Maroc se retire de l'OUA et, pour la première fois, à l'occasion des législatives, l'USFP se sent affaibli. Lui reproche-t-on les nombreuses concessions faites au Pouvoir ou son manque d'initiatives lors des événements récents ? Toujours est-il que la gauche s'essouffle et qu'au sein du parti, le compte à rebours commence dès 1984.

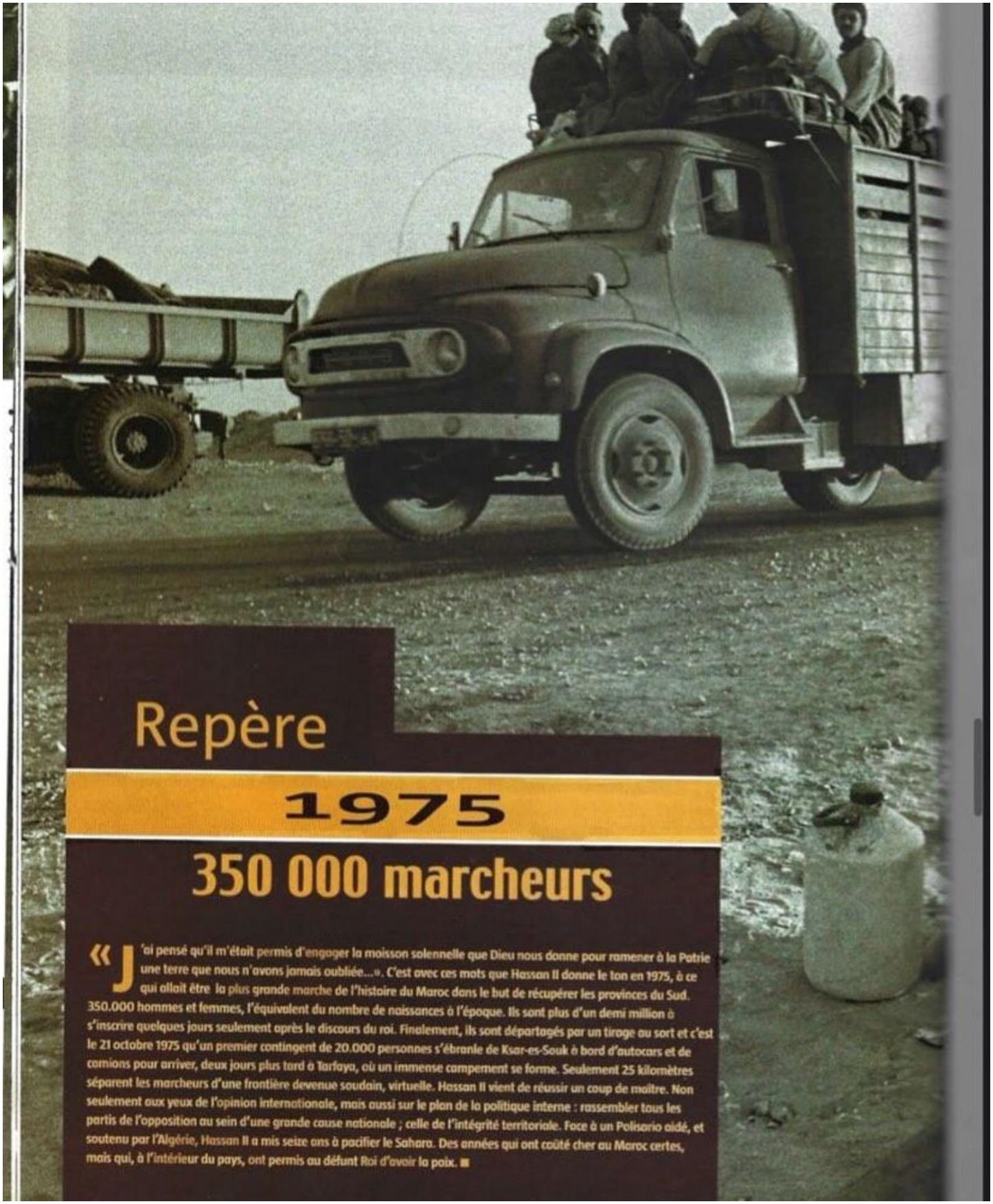
En juillet 1986, Hassan II reçoit Shimon Pérès à Ifrane. La visite de Pérès crispe les Marocains, mais aucun parti ne riposte. Hassan II vient de démontrer, une fois de plus, que les Affaires étrangères sont du domaine du roi. En 1988, le rapprochement avec l'Algérie s'amorce. Il se concrétise l'année suivante par la création de l'UMA (Union du Maghreb Arabe). La même année, Driss Basri orchestre une campagne de «collecte» pour la construction de la mosquée Hassan II. Curieusement, on signale sur le tableau des résultats de la collecte que la ville de Settat arrive en tête... L'année 1989 est l'année des surprises. L'UMA est créée et Hassan II accueille le Polisario à Marrakech. Au sein de l'USFP, lors de son Vème congrès, l'Intifada vient de la base. La direction ne contrôle plus ses troupes. Pour la gauche Marocaine et pour tous les démocrates, il est urgent de ressusciter une nouvelle époque : la Réforme. ■



1977, des enfants sahraouis arborant les couleurs du Polisario à Laâyoune.

6 novembre 1975, les marcheurs marocains entrent au Sahara Occidental.

PHOTOS AFP

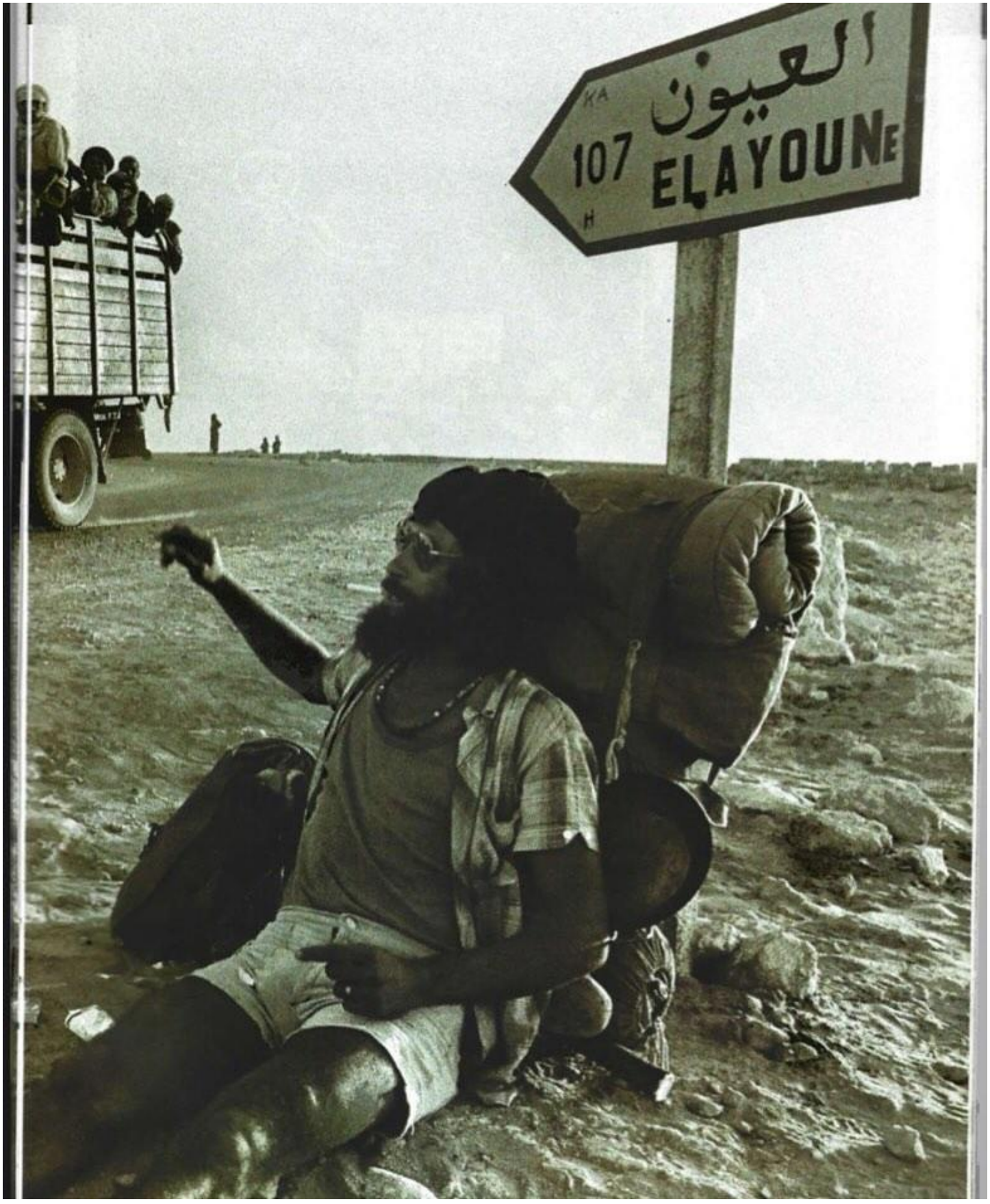


Repère

1975

350 000 marcheurs

« J'ai pensé qu'il m'était permis d'engager la moisson solennelle que Dieu nous donne pour ramener à la Patrie une terre que nous n'avons jamais oubliée... ». C'est avec ces mots que Hassan II donne le ton en 1975, à ce qui allait être la plus grande marche de l'histoire du Maroc dans le but de récupérer les provinces du Sud. 350.000 hommes et femmes, l'équivalent du nombre de naissances à l'époque. Ils sont plus d'un demi million à s'inscrire quelques jours seulement après le discours du roi. Finalement, ils sont départagés par un tirage au sort et c'est le 21 octobre 1975 qu'un premier contingent de 20.000 personnes s'ébranle de Ksar-es-Souk à bord d'autocars et de camions pour arriver, deux jours plus tard à Tarfaya, où un immense campement se forme. Seulement 25 kilomètres séparent les marcheurs d'une frontière devenue soudain, virtuelle. Hassan II vient de réussir un coup de maître. Non seulement aux yeux de l'opinion internationale, mais aussi sur le plan de la politique interne : rassembler tous les partis de l'opposition au sein d'une grande cause nationale ; celle de l'intégrité territoriale. Face à un Polisario aidé, et soutenu par l'Algérie, Hassan II a mis seize ans à pacifier le Sahara. Des années qui ont coûté cher au Maroc certes, mais qui, à l'intérieur du pays, ont permis au défunt Roi d'avoir la paix. ■


KA
العيون
107
EL AYOUNE
H

Le président français François Mitterrand et Hassan II.

Le Maroc en faillite

Vingt milliards de dollars. Soit plus que le montant du produit intérieur brut : voilà à combien s'élève la dette extérieure du Maroc au début des années quatre-vingt. L'importance du découvert est due à divers facteurs conjoncturels. L'amorce de la désinflation mondiale, la hausse du dollar et du prix de pétrole en 1973 et en 1979, ont creusé le gouffre. C'est ainsi qu'en août 1983, le Maroc ne possède plus que deux semaines d'importations en réserves monétaires et n'a d'autre choix que de s'en remettre aux experts du FMI et de la Banque mondiale. S'engage ainsi un pacte d'ajustement structurel (PAS) qui doit s'étendre sur une période de 10 ans (1983-1993). Ce plan vise, selon Ali Amor, alors directeur de l'Office des changes, à *«rechercher un meilleur équilibre des comptes intérieurs et extérieurs»* à travers un libéralisme économique. Pour réaliser cet objectif, le Maroc doit procéder à une réforme du système financier, à la libéralisation du commerce, à un allégement important des douanes, à l'utilisation de nouveaux impôts (TVA, IGR...) et à une politique de privatisation qui débutera effectivement quelques années plus tard. D'autre part, le PAS prévoit une baisse considérable des subventions et le gel des salaires des fonctionnaires pendant plus de dix ans. Seuls les enseignants du supérieur seront épargnés par cette restriction. Aggravés par la sécheresse, les effets de ces dernières mesures sont désastreux et jettent dans les rues des milliers de familles affamées et en colère. En janvier 1984, les violentes émeutes du pain secouent le pays et font des centaines de victimes. Le Nord est particulièrement touché et l'on compte une centaine de morts rien qu[e] Tétouan et Nador. Quoique particuliè[re]ment sévères, les mesures adoptées ne suffisent pas à mettre un terme à la cri[se] économique du pays. En 1989, la dette ex[-]terne s'élève encore à 170 milliards de di[-]rhams et le taux de chômage frôle [les] 20%. ■

Hassan II et la reine d'Angleterre, Elizabeth II.

Les violentes émeutes du pain secouent le pays.

Casablanca 1981

L'unité nationale est à peine réaffirmée que Casablanca connaît des émeutes terrifiantes le 21 juin 1981. Suite à l'appel de la CDT à une grève en réponse à une hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires de base, le pouvoir a une réaction maladroite en obligeant les chauffeurs des transports collectifs à reprendre leur travail. Aussitôt, ces derniers sont victimes de jets de pierres de la part des enfants, des incidents qui permettent aux forces de l'ordre de réagir. Aux enfants se mêlent les jeunes puis les parents. L'affrontement est inévitable et l'armée, venue en force, tire à balles réelles. A cette époque, le Maroc est toujours en guerre avec le Polisario depuis 1979. Les effets de la sécheresse se font de plus en plus sentir, les petites et moyennes entreprises ferment leurs portes et les licenciements massifs touchent plusieurs classes de la société. L'exode rural s'intensifie (en quatre ans, la population de Casablanca a augmenté de près d'un quart) et à cela, il faut ajouter, comme l'explique Mohamed Mounfiq, ancien détenu politique de 1976 à 1981, *"l'opulence et le mépris affichés des couches les plus riches, le népotisme, le clientélisme, la corruption et la pauvreté "*. Les chiffres officiels font état de 66 morts. Jusqu'à aujourd'hui, personne ne peut avancer le nombre exact de ceux qui ont laissé leur vie pour avoir protesté contre l'augmentation des prix des produits de base. ■

Mexico 1986

Aziz Bouderbala, dépassant un défenseur polonais.

DR

Krimau, Lemriss, Zaki, Bouderbala, Timoumi... Souvenez-vous, c'était en 1986 à Mexico. Le Maroc surprend le monde entier en remportant sa poule devant l'Angleterre. Tout le monde pensait que le Portugal, après une défaite face aux Polonais (0/1) et une victoire contre les Anglais (1/0) allait balayer l'équipe nationale. Pourtant, le Maroc lamine les lusitaniens. Le «Onze de rêve», comme on l'appelle à l'époque, fait vibrer tout un continent en faisant accéder l'Afrique pour la première fois au deuxième tour d'une phase finale. Le 2 juin au Stade Universitario à Monterrey, le Maroc et la Pologne (troisième au dernier Mundial) se neutralisent (0/0), le 6 juin au Technologica Estadio, les «Lions de l'Atlas» tiennent en échec l'Angleterre (0/0) et le 11 juin au stade 3 Marzo à Guadalajara, ils disposent largement du Portugal (demi-finaliste de l'Euro précédent) (3/1) après avoir mené en première mi-temps (2/0). Les «lions» ne se sont inclinés devant personne. Au pays, c'est la liesse populaire. Une marée humaine envahit les rues et dans un pays qui traverse à cette époque une crise politique, économique et sociale, un rayon de soleil vient du Mexique caresser le moral de tout un peuple. ■

«A QUI APPARTIENT LE MAROC ?»

Le livre a une histoire tout aussi mouvementée que son auteur. Moumen Diouri républicain, compagnon de Cheikh El Arab et de Ben Barka, est arrêté en 1963 et condamné à mort. Il quitte le Maroc en 1965 et se réfugie à Paris, où il écrit plusieurs ouvrages dans lesquels il dénonce le despotisme au Maroc. En 1991, il a l'intention de publier chez l'Harmattan son troisième livre, «A qui appartient le Maroc ?» Et le voilà qui fait l'objet d'une mesure d'expulsion en urgence du territoire français vers le Gabon... Un an après la parution de «Notre Ami le Roi» de Gilles Perrault, le Pouvoir marocain a fait pression sur le gouvernement français. Campagne de presse en sa faveur : la justice annule la décision gouvernementale. Le livre sort.

Et détonne. On dit qu'il a mis Hassan II en colère... Encore une fois, il s'agit d'un pamphlet (bien entendu interdit au Maroc). Diouri montre comment, de confiscation en confiscation, les principales richesses du Maroc ont été accaparées par le roi lui-même : secteurs minier et agricole, réseau touristique... Les rétrocessions prévues lors de la décolonisation n'ont jamais été faites au peuple marocain.

Les conditions de fructification de cette fortune sont particulièrement douteuses. L'auteur évoque aussi la corruption généralisée et les violations des droits de l'Homme.

Ses informations : les milieux des affaires marocains et français, ainsi que les coupures de journaux des deux pays. Ce livre reste une première dans ce domaine d'analyse, auquel peu se sont attaqués. ■

LE TRÔNE LAC

Christine Daure Serfaty a été à l'origine de la révélation aux médias de l'existence du bagne de Tazmamart.

1990

Création du CCDH

Hassan II amorce l'ouverture politique. Il met en place «Le Conseil consultatif des droits de l'Homme», pour traiter le dossier, une première au royaume. La crédibilité du CCDH reste toutefois plombée par la prédominance de personnalités contestées par ses militants. Ce «pas en avant» est suivi de la libération des derniers prisonniers politiques, il est aussi le prélude à la réconciliation entre le Pouvoir et les victimes des années de plomb.■

1991

Cessez-le-feu entre le Maroc et le Polisario

Conclu sous l'égide des Nations Unies, le cessez-le-feu met fin à une guerre qui a duré près de 16 ans. Le sort des territoires revendiqués par les séparatistes doit être tranché par un référendum qui n'a toujours pas eu lieu. La fin des hostilités militaires a permis de lever «l'état d'exception politique» et d'ouvrir le débat sur le processus de démocratisation du Maroc. L'année suivante, les négociations avec l'opposition, notamment les socialistes en exil, sont entamées. ■

E DU LEST

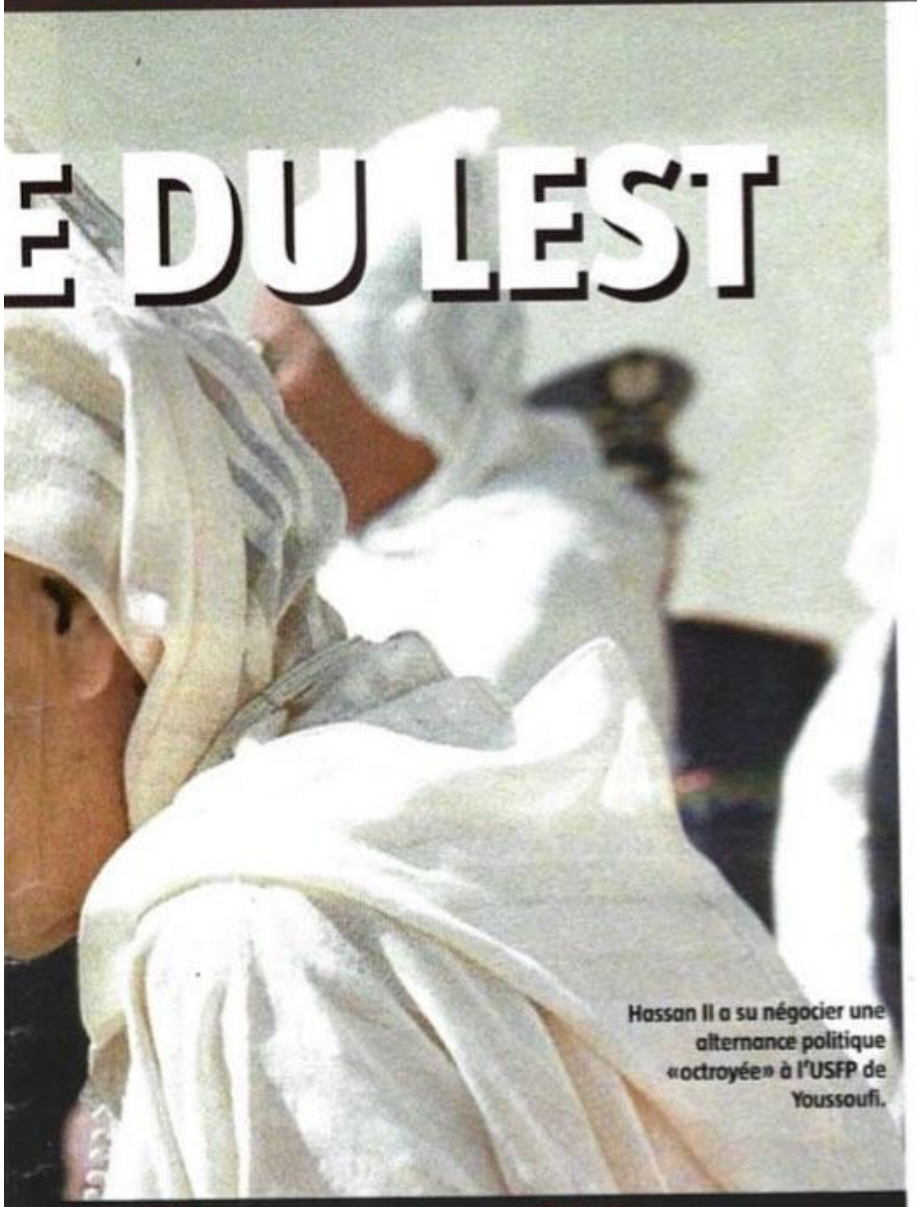
La dernière décennie du long règne de Hassan II sera celle de l'ouverture politique ....

PAR MOHAMMED HATIMI
HISTORIEN AVEC MOHAMMED JAMAÏ

Le 14 mars 1998, le gouvernement Youssoufi est proclamé. Une grande victoire morale et politique pour un roi au crépuscule de sa vie. Youssoufi aux commandes, peu importent les contraintes et les handicaps. C'est en effet un vœu exaucé, un rêve réalisé... L'acte qui scelle la réconciliation entre la monarchie alaouite et le Mouvement national marocain, les deux pôles fondateurs du Maroc moderne. A un confident, le roi avoue, jubilant : «*Que c'est beau de voir tout ce monde dans la Salle du trône*». Hassan II peut alors mourir en paix, il sait qu'il a assuré à son fils un début de règne tranquille, dix ans a-t-il prédit.

Pourtant, la décennie a mal commencé. Le royaume ne peut échapper aux ondes de choc consécutives à l'éclatement de l'Empire soviétique et l'effondrement des régimes totalitaires en Europe de l'Est et en Amérique latine. Fès, toujours Fès, se révolte (décembre 1999). On compte au moins une cinquantaine de tués. La grogne sévit dans d'autres lieux, on multiplie les mesures sécuritaires alimentant par là les rangs des forces sociales peu enclines à la retenue en matière d'enrichissement rapide et souvent malhonnête. Dans le bled, la succession de saisons difficiles pousse à l'aventure; le mot hrig fait son entrée dans le langage quotidien et bientôt, passer de l'autre coté de la Méditerranée devient un phénomène social.

Pis, la pression des organismes internationaux pour la défense des droits de l'Homme s'accentue, l'image du monarque se détériore rapidement. L'acharnement d'Amnesty International se révèle payant. Le régime est contraint à composer et, reconnaissant à mi-voix son tort, s'en- •••



Hassan II a su négocier une alternance politique «octroyée» à l'USFP de Youssoufi.

AFP

1993

Inauguration de la mosquée Hassan II

«Je veux une mosquée à l'extrême Ouest du monde musulman», avait déclaré le roi Hassan II en 1986. Sept années plus tard, l'architecte français, Michel Pinseau, achève la plus importante mosquée après celle de La Mecque, dominée par un minaret de plus de deux cents mètres. Sa construction est estimée à 6 milliards de dirhams, des milliards ponctionnés sur la solde des fonctionnaires, collectés «aux forceps» auprès de l'ensemble de la population. ■

1998

1er gouvernement d'alternance

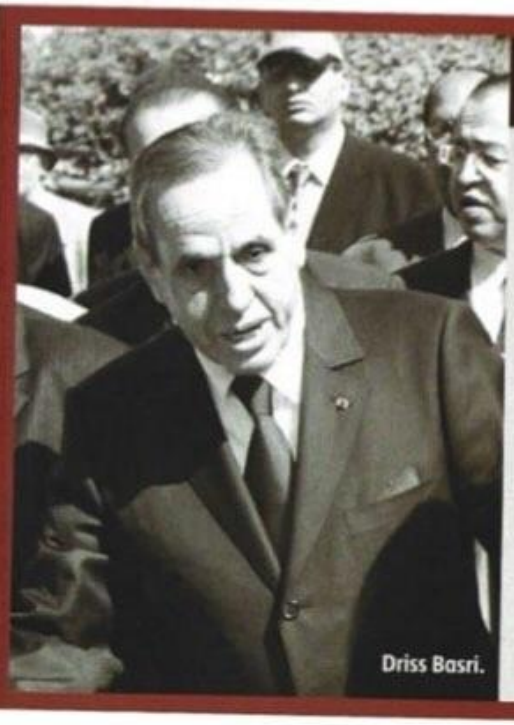
Une année après les élections législatives, l'opposition accepte ce qu'elle avait refusé trois années auparavant : gouverner avec Driss Basri. Le premier «gouvernement d'alternance» est formé par l'ex-opposant Abderrahmane Youssoufi qui en devient Premier ministre. Le gouvernement rassemble neuf partis de sensibilités politiques contradictoires, des communistes à la droite modérée (RNI) en passant par les socialistes (USFP) et les nationalistes (Istiqlal).■

Hassan II a toujours joué un rôle déterminant dans le conflit israélo-palestinien.

••• gage dans un processus de *«marocanisation du dossier»*. Une brèche est ouverte. Elle permet l'inclusion des forces de la société civile, une composante difficile à maîtriser et à corrompre (au moins pendant la première période de son évolution). Aussi, et en dépit des ses imperfections, la Charte des droit de l'Homme constitue, à bien des égards, un tournant sans la vie publique marocaine.

Un deuxième coup : le livre de Gilles Perrault «Notre ami le roi», brise le mythe du beau et sympathique Hassan II. En Occident, ce dernier est réduit à moins qu'un Pinochet, un Assad... Quelle horreur ! Un certain Moumen Diouri emboîte le pas, Hassan II est un trafiquant, un mafieux... Vieux guerrier, le roi lance une contre-offensive ordonnée, commence par renoncer à «l' Année du Maroc» en France, multiplie les rencontres de charme avec la presse internationale, et s'engage lentement mais sûrement dans un vaste programme dont le but est de se débarrasser de son patrimoine pénitencier secret (Tazmamart, Agdz, Kallaat Megouna...). Une époque est révolue.

Un troisième revers : la crise diplomatique puis militaire en Irak ravive les rancœurs d'une opinion publique en quête de cause suprême. Exaspéré et sûr de lui, le roi opte pour ce qu'il considère comme la seule alternative : s'engager militairement du côté de l'Alliance. Le petit peuple, lui, ne l'entend pas de cette oreille, et outrepassant la volonté de son souverain «bien aimé», déferle en masse dans les rues des grandes villes (3 février 1991). Quelques mois plus tard (8 janvier 1992) la tendance se confirme. Les funérailles d'Abderrahim Bouabid transcendent les traditions sociales. D'un deuil, la foule affectée fait une fête du nationalisme. Le peuple, reconnaissant, rend hommage à sa mémoire bafouée, et témoigne spontanément son respect pour un homme qui, à ses yeux, symbolise la lutte contre le colonialisme, le refus de la soumission makhzénienne... Hassan II reçoit le message : le peuple a bien changé, alors changeons de conduite. Au lieu de la manière forte, celle qui consistait à se permettre sans nulle gêne de traiter les mécontents de «awbach», de «bande de criminels, de voyous...», le discours royal, dorénavant, est humble, courtois, ouvert et sollicite le dialogue.



Driss Basri.

PROFIL

Le 16 novembre 1999, trois mois après son intronisation, le nouveau Roi du Maroc limoge le ministre de l'Intérieur, Driss Basri. L'annonce fait l'effet d'une bombe. Le départ du tout-puissant ministre constitue la rupture d'un système et consacre la volonté d'ouverture politique du nouveau monarque. Ce limogeage est un événement en soi. Certes, Driss Basri est viré mais, à l'inverse de ses prédécesseurs Mohamed Oufkir et Ahmed Dlimi, il survivra à ses fonctions. Cette longévité, il la doit à l'allégeance servile à son géniteur politique, le roi défunt.

L'ascension de Basri commence en 1974. Grâce à la qualité des fiches réalisées sur les partis politiques (dont le souverain est friand) alors

Après des années d'exil, la famille Ben Barka a finalement regagné la mère-patrie.

AFP

••• Un quatrième coup : lors d'un voyage aux Etats-Unis, le roi consulte des médecins. Le verdict est sans appel. Sa majesté est sérieusement malade. Son espérance de vie : au mieux huit ans. A son retour, il s'empresse de réunir l'élite politique et explicite son souhait de finir en beauté et rendre au Mouvement national ce qu'il lui doit : reconnaissance et droit à la gestion du pays. Il précise que l'entreprise exige de la bonne volonté, le strict respect des «domaines sacrés», et surtout l'évolution vers le but commun suivant la règle des «doses homéopathiques».

Le projet est momentanément mis en sourdine. Le faux exil de Youssoufi ressemble à bien des égards à un double désaveu. D'abord contre l'empressement des jeunes socialistes qui craignent pour les acquis et pensent pouvoir s'imposer dans un jeu dont les règles leur échappent complètement. L'alarmisme, faut-il le rappeler, est le péché originel de la gauche marocaine. Ensuite conte la volonté royale de garder Driss

Driss Basri, le dernier vizir

qu'il officie dans les renseignements généraux, il est nommé secrétaire d'Etat à l'Intérieur puis ministre cinq ans plus tard. Son pouvoir se nourrit aussi de la défiance de la monarchie envers une armée qui a tenté à trois reprises de la renverser.

Après la mort de A. Dlimi, en janvier 1983, Driss Basri érige l'Intérieur en super-ministère, «oum al wizarate», qui permet au Makhzen de façonner le paysage national politique pendant trois décennies.

Après la répression féroce des années quatre-vingt, Hassan II tente de réhabiliter son super-ministre en l'associant à l'ouverture politique du pays. Sans succès. En effet, l'Istiqlal en 1992, puis l'USFP, subordonnent leur participation au gouvernement au départ du vizir, «artisan» de quatre élections législatives, confectionneur de partis «de l'administration» selon leurs termes. Paradoxalement, l'intransigeance de l'opposition contribue au sacre de Basri lorsque le Cabinet Royal publie, le 11 janvier 1995, un communiqué qui rejette la proposition de l'opposition et «sacralise» le ministre de l'Intérieur.

La maladie du souverain transforme le grand vizir en maître incontesté du royaume. En 1997, les élections législatives, bidouillées par l'Intérieur, faussent, une fois de plus, le jeu politique. Résignée, l'opposition, dirigée par Abderrahmane Youssoufi, revoit ses prétentions à la baisse et accepte de composer avec Basri. Sa mainmise dure jusqu'en 1999. La mort de Hassan II scelle son sort. Sa sortie n'est pas des plus glorieuses, le nouveau souverain n'attendant pas un remaniement ministériel pour le remercier.

Plusieurs événements précipitent sa chute : une gestion désordonnée des émeutes de Laâyoune, l'incendie suspect des archives de la D.S.T.

Des événements qui seraient passés pour mineurs du temps de sa splendeur sont jugés suffisants par le nouveau monarque qui n'a jamais caché son antipathie pour ce ministre de l'Intérieur qui suivait son parcours de «trop près». Driss Basri aura survécu à 11 gouvernements.■

1974
Driss Basri sort de l'ombre des Renseignements généraux pour être nommé secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

1979
Hassan II nomme Driss Basri ministre de l'Intérieur, il occupera cette fonction jusqu'en 1999.

1996
Le ministre de l'Intérieur dirige la Commission chargée de la compagne d'assainissement.

1999
Le vizir sera limogé par Mohammed VI quelques semaines après l'incendie suspect qui a ravagé les archives de la DST.